

**Administration communale de Bourscheid**  
**L-9140 Bourscheid**  
Tél. 99 03 57-1 - Fax 90 80 50

**EXTRAIT DU REGISTRE AUX**  
**DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL**  
**DE BOURSCHIED**

**Séance publique du 15 octobre 2010**

Date de l'annonce publique : 08 octobre 2010

Date de la convocation des conseillers: 08 octobre 2010

Début de la séance : 15.00 hrs      fin de la séance 19.00 hrs

Présents: Mme Nickels-Theis Anne, bourgmestre,  
Mme Peters-Lucas Alice, M Junker Raymond, échevins,  
MM., Agnes Marcel, Baulisch Raymond, Jaas Nico, Mathay Tom, Rodenbour Marc,  
conseillers.  
M. Robert Simon, secrétaire communal.  
Absents excusés: Néant

**Point de l'ordre du jour : 9**

<b>OBJET : Nouvelle fixation de la redevance assainissement</b>	
<b>Réf : Comm.District:</b>	<b>Min. Intérieur:</b>

**Le conseil communal,**

Revu sa délibération du 14 décembre 2009, portant modification de la redevance à percevoir sur la dépollution des eaux usées, laquelle délibération a fait l'objet d'une approbation de Monsieur le Ministre de l'Intérieur en date du 26 mars 2010, réf. 4.0042 ;

Attendu que dans le cadre de ladite délibération le prix du mètre cube d'eau usée a été fixé à 1,50.- € par mètre cube d'eau potable consommée ;

Vu l'avis du 26 février 2010 de la part de l'administration de la gestion de l'eau favorable sous condition, qu'il échet d'introduire une tarification binôme et décomposée pour les différents secteurs économiques ;

Revu sa délibération du 20 décembre 2002 concernant la taxe d'utilisation de la canalisation ;

Revu sa délibération du 27 septembre 2007 concernant la taxe de raccordement à la canalisation ;

Vu la circulaire n° 2821 du Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région du 14 octobre 2009 relative à la tarification de l'eau et au schéma de calcul du coût de l'eau en conformité des dispositions de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;

Considérant qu'en vertu des dispositions de l'article 12 et 14 de la loi du 19 décembre 2008 précitée, les coûts des services liés à l'utilisation de l'eau, y compris les coûts pour l'environnement et les ressources sont supportés par les utilisateurs en tenant compte des principes de l'utilisateur-payeur et du pollueur-payeur et qu'une redevance assainissement est assise sur l'eau destinée à la consommation humaine ayant fait l'objet d'une utilisation et déversée dans le réseau de collecte des eaux usées;

Attendu que la redevance se compose d'une partie fixe annuelle par raccordement, proportionnelle au nombre d'équivalents habitants moyens et d'une partie variable proportionnelle au volume d'eau provenant de la distribution publique prélevée par l'utilisateur ou déterminée à l'aide d'un dispositif de comptage;

Considérant en outre qu'il y a lieu de distinguer entre trois secteurs pour les schémas de tarification, à savoir:

- le secteur des ménages dont relèvent les personnes physiques, les institutions publiques et les entreprises qui ne font ni partie du secteur industriel, ni du secteur agricole ;
- le secteur industriel dont relèvent les entreprises dont la charge polluante excède les 300 équivalents habitants moyens ;
- le secteur agricole dont relève l'activité des agriculteurs, viticulteurs, éleveurs, arboriculteurs, horticulteurs, pépiniéristes, jardiniers, maraîchers, pisciculteurs, sylviculteurs et apiculteurs ;

Attendu qu'afin de pouvoir notamment déterminer l'appartenance au secteur agricole, les critères de définition de l'article 2 de la loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural peuvent utilement trouver application ;

Vu les tableaux de calculs élaborés par le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région en collaboration avec l'Association Luxembourgeoise des Services d'eau (ALUSEAU), lesquels tableaux permettent de chiffrer le prix de l'évacuation et de la dépollution des eaux ;

Attendu que du tableau de calcul ainsi dressé, à base des chiffres de l'année de référence 2008, il résulte un coût de revient fixe par équivalent habitant moyen de 200,29.-€/EH/an et un coût de revient variable de 0,63.-€/m<sup>3</sup> d'eau usée, respectivement un coût de revient global de 3,51.-€/m<sup>3</sup> d'eau usée (taxe de rejet de 0,10€/m<sup>3</sup> comprise) ;

Considérant que pour l'ensemble du Grand-Duché, la consommation moyenne en eau potable peut être estimée à 50 m<sup>3</sup> par personne par année et qu'en moyenne un ménage est composé de 2,5 habitants ;

Vu le tableau des charges polluantes moyennes par groupe ou activité, élaboré par l'ALUSEAU et appliqué par le syndicat intercommunal SIDEN dans le cadre de la répartition des frais du syndicat ;

Attendu que le collège des bourgmestre et échevins propose de se baser sur ledit tableau en vue de la détermination et de la fixation des valeurs EHm (équivalent habitant moyen) de la partie fixe de la redevance assainissement, alors que ce tableau contient pour toute sorte d'activité une évaluation de la charge polluante moyenne à base de critères objectifs ;

Considérant que le schéma de tarification tel que proposé par le collège des bourgmestre et échevins est censé garantir le respect des principes de l'article 12 (1) de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;

Vu les articles 99 et 107 de la Constitution ;

Vu les articles 29, 105 et 106,7<sup>o</sup> de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau et notamment ses articles 12, 14 et 47 ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

### **décide unanimement**

de fixer à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2011 la redevance assainissement assise sur l'eau destinée à la consommation humaine ayant fait l'objet d'une utilisation et déversée dans le réseau de collecte des eaux usées comme suit:

#### **Article 1<sup>er</sup> – Partie fixe**

##### **a) secteur des ménages: 76,00.-€/EHm (équivalent habitant moyen)/an**

Les valeurs EHm respectivement à appliquer par groupe ou activité sont déterminées d'après le tableau ci-suivant :

Groupe ou activité	Charge polluante moyenne (EHm)	
population résidente	2,5	EHm / unité d'habitation
hôpitaux, cliniques, maisons de soins	2	EHm / lit
écoles (sans internats)	0,1	EHm / élève
cantines scolaires, maisons relais	0,3	EHm / chaise présente
piscines couvertes	1	EHm / 365 visiteurs / an
piscines à l'air libre	0,1	EHm / 365 visiteurs / an
hôtels et auberges (sans la partie restaurant)	1,5	EHm / lit
résidences secondaires	1	EHm / lit
gîtes ruraux	1	EHm / lit
campings (sans la partie restaurant, piscine)	2	EHm / emplacement présent
administrations, services cabinets de médecins, magasins et boutiques	0,1	EHm / personne occupée*
restaurants (sans la partie hôtel, resp. auberge)	0,3	EHm / chaise présente
cafés et salons de consommation	0,25	EHm / chaise présente
épicerie, petits commerces	1,2	EHm / personne occupée*
boucheries, poissonneries, boulangeries et pâtisseries	1,5	EHm / personne occupée*
salons de coiffure	1	EHm / personne occupée*
Groupe ou activité	Charge polluante moyenne (EHm)	
lavages de voitures avec personnel	5	EHm / personne occupée*
lavages automatiques de voitures	10	EHm / installation
garages et ateliers de réparation de véhicules automoteurs	2,75	EHm / personne occupée*
chantiers d'entrepreneurs de génie-civil	0,2	EHm / personne occupée*
distilleries d'alcool	0,5	EHm / 730 litres d'alcool pur distillés par an

\* patron et personnel auxiliaire – sans distinction du statut professionnel

## b) secteur industriel: 150.00.- €/EHm/an

Les valeurs EHm respectivement à appliquer par groupe ou activité sont déterminées d'après le tableau figurant au point a) ci-avant.

## c) secteur agricole :

- 1) Pour les exploitations agricoles disposant d'un raccordement au réseau de distribution d'eau destinée à la consommation humaine alimentant en même temps la ou les partie(s) d'habitation et un ou plusieurs étables :

- sans raccordement d'un local de stockage de lait au réseau public d'assainissement : **150,00.-€** par EHm /an, en appliquant un forfait de 2,5 EHm par unité d'habitation
- avec raccordement d'un local de stockage de lait au réseau public d'assainissement : **150,00.-€** par EHm /an, en appliquant un forfait de 2,5 EHm par unité d'habitation et un forfait de 20 EHm pour le local de stockage de lait

- 2) Pour les étables et parcs à bétails qui sont raccordés séparément au réseau de public d'assainissement :

**aucune** partie fixe de redevance assainissement n'est due

## Article 2 – Partie variable (taxe de rejet de 0,10€/m³ comprise)

- a) secteur des ménages: **2,50.-€/m³** d'eau provenant de la distribution publique d'eau destinée à la consommation humaine

b) secteur industriel: **1,40.-€/m<sup>3</sup>** d'eau provenant de la distribution publique d'eau destinée à la consommation humaine

c) secteur agricole :

1) Pour les exploitations agricoles disposant d'un raccordement au réseau de distribution d'eau destinée à la consommation humaine alimentant en même temps la ou les partie(s) d'habitation et un ou plusieurs étables :

- Avec raccordement d'un local de stockage de lait au réseau public d'assainissement :

**1,40.-€/m<sup>3</sup>** d'eau provenant de la distribution publique d'eau destinée à la consommation humaine, en appliquant un forfait de 50 m<sup>3</sup> par an et par personne faisant partie du ménage au 1<sup>er</sup> janvier de l'année à laquelle la redevance se rapporte. La consommation en eau pour compte du local de stockage de lait est forfaitairement fixée à 50m<sup>3</sup>/an.

2) Pour les exploitations agricoles disposant, pour la partie d'habitation, d'un raccordement séparé au réseau de distribution d'eau destinée à la consommation humaine:

**1,40.- €/m<sup>3</sup>** d'eau provenant de la distribution publique d'eau destinée à la consommation humaine.

3) Pour les étables et parcs à bétails non raccordés réseau public d'assainissement :

**aucune** partie variable n'est due.

### **Article 3 – Définition de l'appartenance au secteur agricole**

a) Au sens du présent règlement la notion de secteur agricole couvre l'ensemble des activités des agriculteurs, viticulteurs, éleveurs, arboriculteurs, horticulteurs, pépiniéristes, jardiniers, maraîchers, pisciculteurs, sylviculteurs et apiculteurs.

b) Par exploitation agricole on entend une unité technico-économique à caractère agricole gérée distinctement de toute autre et comprenant en propriété ou en location tous les moyens de production nécessaires permettant d'en assurer une gestion indépendante, dont notamment le sol, les bâtiments, les machines et les équipements.

c) Sont considérées comme exploitants agricoles et appartiennent partant au secteur agricole au sens du présent règlement, les personnes:

- dont la part du revenu provenant de l'exploitation agricole est égale ou supérieure à 50% du revenu de travail global de la personne et
- dont la part du temps de travail consacré aux activités extérieures à l'exploitation agricole est inférieure à la moitié du temps de travail total de la personne, et qui ne sont pas bénéficiaires d'une pension de vieillesse et
- qui sont affiliés à la Caisse National de Santé dans le régime agricole.

d) Si l'exploitant est une personne morale, il est à considérer comme exploitant au sens du présent règlement si 70 % du capital social est détenu par des exploitants agricoles tel que définis au point c) ci-avant et si la ou les personnes appelées à diriger la société sont désignées parmi ces derniers.

### **Article 4 Raccordements**

Pour tout premier raccordement à un réseau de canalisation communal il est due une taxe de **300,00.-€** pour un premier raccordement et de **75,00.-€** pour chaque raccordement supplémentaire à la canalisation publique.

### **Article 5 Dispositifs privés de prélèvement d'eau**

Pour les raccordements au réseau public d'assainissement pour lesquels il n'existe pas de raccordement au réseau de distribution publique d'eau destinée à la consommation humaine sur lequel il peut s'être basé, donc notamment en cas d'existence d'un dispositif privé de

prélèvement d'eau dans une eau de surface ou une eau souterraine, les dispositions ci-suivantes sont d'application :

- a) La partie fixe de la redevance d'assainissement est déterminée et fixée d'après les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> ci-avant.
- b) La partie variable est fixée d'après les dispositions de l'article 2 ci-avant et déterminée à l'aide d'un dispositif de comptage au niveau du raccordement au réseau public d'assainissement.

Un tel dispositif de comptage est obligatoirement à installer aux frais de l'utilisateur dans les 6 mois après l'entrée en vigueur de la présente, suivant la taxe prévue à l'article 4 ci-devant.

Jusqu'à la mise en service définitive dudit dispositif de comptage, la quantité déversée dans le réseau public d'assainissement est forfaitairement estimée à 125 m<sup>3</sup>/an.

De façon générale et par dérogation aux dispositions de l'article 2 ci-avant, c'est la quantité déversée, déterminée forfaitairement ou à l'aide d'un dispositif de comptage, qui est prise en considération dans le cadre du calcul de la partie variable et non la quantité d'eau provenant de la distribution publique d'eau destinée à la consommation humaine.

## **Article 6**

Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>ier</sup> janvier 2011.

## **Article 7**

Toute disposition antérieure contraire à la présente est abrogée et notamment les règlements-taxes d'utilisation de la canalisation du 20 décembre 2002, de raccordement à la canalisation du 27 septembre 2007, ainsi que de la dépollution des eaux usées du 14 décembre 2009.

**Prie l'autorité supérieure de bien vouloir approuver la présente délibération.**

**Ainsi délibéré en séance, lieu et date que dessus.**

Suivent les signatures  
pour expédition conforme,  
la bourgmestre,    le secrétaire,